

L'utilisation du droit dans la consultation

Helena Herrera, «se respecter- service de
consultation et prévention du Canton de Fribourg»

Fabienne Zannol, Berner Rechtsberatungsstelle

Themen

- Zusammenspiel von rechtlichen und «psychosozialen» Aspekten (FZ)
- Rolle und Potential des Rechts in der Beratung (HH)
- Triage (FZ)
- Point de situation autour du guide du SLR (HH)



LE ROLE DU DROIT DANS LA CONSULTATION

Introduction

- Constat de carence d'accès à l'information
- Potentiel du droit
- Besoins supplémentaires
- Effectivité de l'accès au droit et ses possibilités

Déroulement de la consultation

- Identifier les BESOINS de l'utilisateur confronté-e à une situation de discrimination raciale.

Les besoins visent souvent à corriger les **effets** d'une discrimination.

- Interférence du droit

Se poser les *bonnes* questions juridiques, au *bon moment*, et se poser *toutes* les questions

Contexte/domaine

- Importance pour le raisonnement juridique

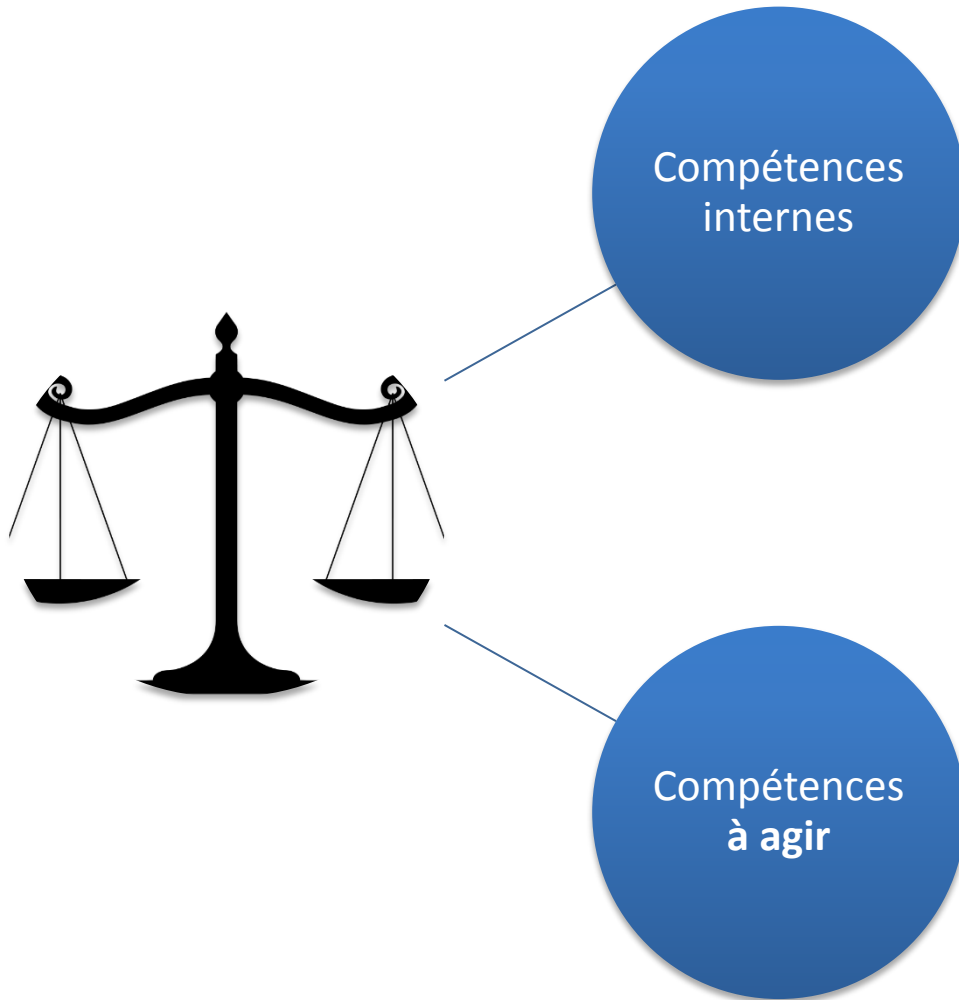
! Souvent de nombreux domaines sont concernés.

Cas sécurité privée

M.Y, un réfugié d'origine érythréenne prend sa pause de midi, et se rend au magasin en face de son travail. Pendant ce temps, le gérant s'aperçoit par la vidéo surveillance que deux hommes (un de type européen et un de type africain) ont volé des cartouches de cigarettes. M.Y se fait alors appréhender par le service de sécurité privée, et amené dans une petite pièce, assis par terre, il attend 45 minutes l'arrivée de la police. Cette dernière constate qu'il n'est pas coupable de vol et le relâche. Il vient vous consulter, et souhaite porter plainte.

- Quels domaines (Lebensbereiche) sont concernés?
- Quels types de normes légales entrent en ligne de compte?
 - Normes générales de protection contre la discrimination raciale? Ex: 261bis CP
 - Normes spécifiques au domaine concerné (ne protégeant qu'indirectement contre la discrimination ou ses effets)?

Rôle et étendue des compétences



Cas: Avis à la population

Une publicité sous la forme d'un avis à la population paraît dans un Quotidien régional. L'avis à la population vise à inciter les habitants à ne pas engager les gens du voyage pour les travaux de maison et rénovation, en remettant en cause leur honnêteté professionnelle.

La consultation

1. Domaine concerné

- norme générale? Art 261 bis CP applicable?

2. Compétence à agir

- Qui peut agir? Et comment?

Un témoin, une personne lésée? Dénonciation, plainte?


Chances et risques

- Quel est le résultat possible?
- Quelles sont les conséquences possibles en cas d'échec?
- Quel est le coût de la démarche?
- Quelle est la probabilité que cela aboutisse?

Stratégie d'action

- Après analyse de tous les points précédents
- Après accord expresse de l'utilisateur

Mise en œuvre de la stratégie

- 
- Quelle procédure?
 - Devant quelle autorité
 - Dans quels délais?
 - Capacité d'agir et pouvoir de représentation?

Et si la voie juridique a déjà été entamée?

- Cas:

Un homme d'origine maghrébine se fait contrôler la voiture lors de son passage à la douane routière.

Les douaniers trouvent une batte de base-ball dans sa voiture. Il se fait condamner pour port d'armes. Il reçoit une décision de condamnation en allemand.

Pourtant, il vit en suisse-romande et ne parle que français. Ne comprenant pas la décision et suite à de mauvais conseils, il réagit que lorsqu'il se rend compte que cette décision l'empêchera de demander sa naturalisation.

Et si la voie juridique a déjà été entamée?

- Domaine/contexte + **violation des règles de procédure?**
- Compétence à agir + **qui peut agir en voie de recours ou opposition?**
- Evaluation des modes d'intervention + quelle autre voie?
- Chances et risques + **coûts procéduraux**
- Stratégie d'intervention dans le but de pallier aux EFFETS de la discrimination